

Mode d'emploi de la taxe apprentissage pour les entreprises

Instituée en 1925, la taxe d'apprentissage est un impôt **calculé en fonction de la masse salariale d'une entreprise**. Elle a pour but de faire participer les employeurs au financement des formations technologiques et professionnelles, dont l'apprentissage.

Elle doit être versée au plus tard au 28 février de chaque année auprès d'un OCTA (Organisme Collecteur de Taxe d'Apprentissage).

Chaque entreprise est libre de choisir le ou les bénéficiaires de son versement.

La Contribution supplémentaire à l'apprentissage (CSA) s'ajoute à la taxe d'apprentissage pour les entreprises de 250 salariés et plus qui emploient moins de 5% d'alternants, de volontaires internationaux en entreprise (VIE) et de jeunes bénéficiant de la Convention industrielle de formation par la recherche (CIFRE).

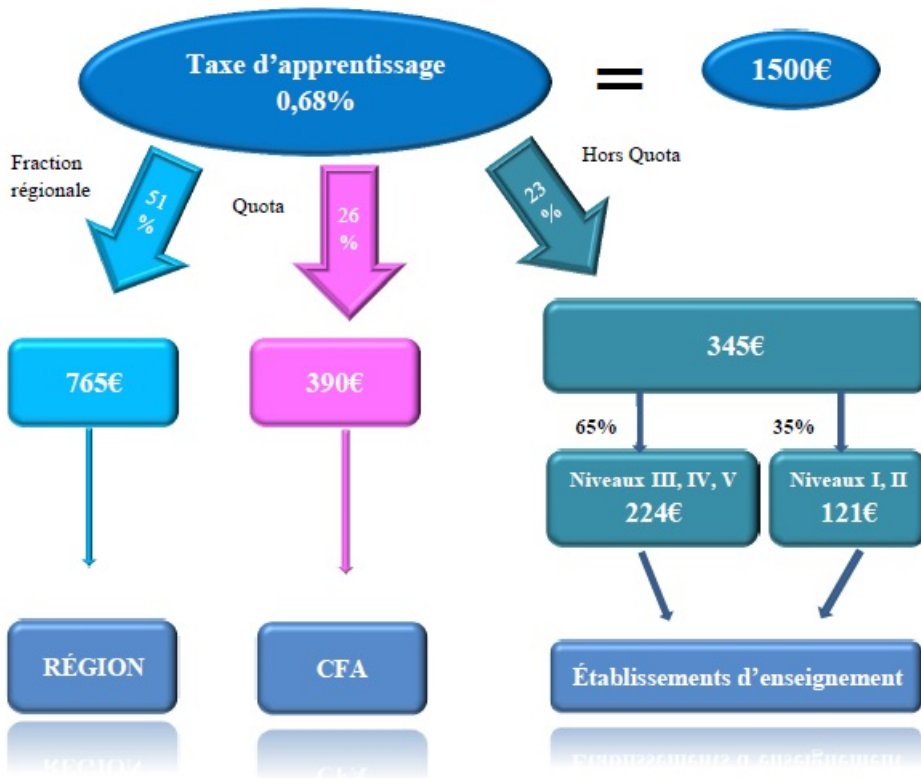
Depuis le 1er janvier 2015, le produit de la taxe d'apprentissage est reparti en trois fractions :

- * 51% des ressources est destiné aux régions pour financer le développement de l'apprentissage (part «fraction régionale»)
- * 26% est attribué aux formations par apprentissage (part «quota»)
- * 23% est alloué aux autres formations initiales professionnelles et technologiques (part «hors quota »)

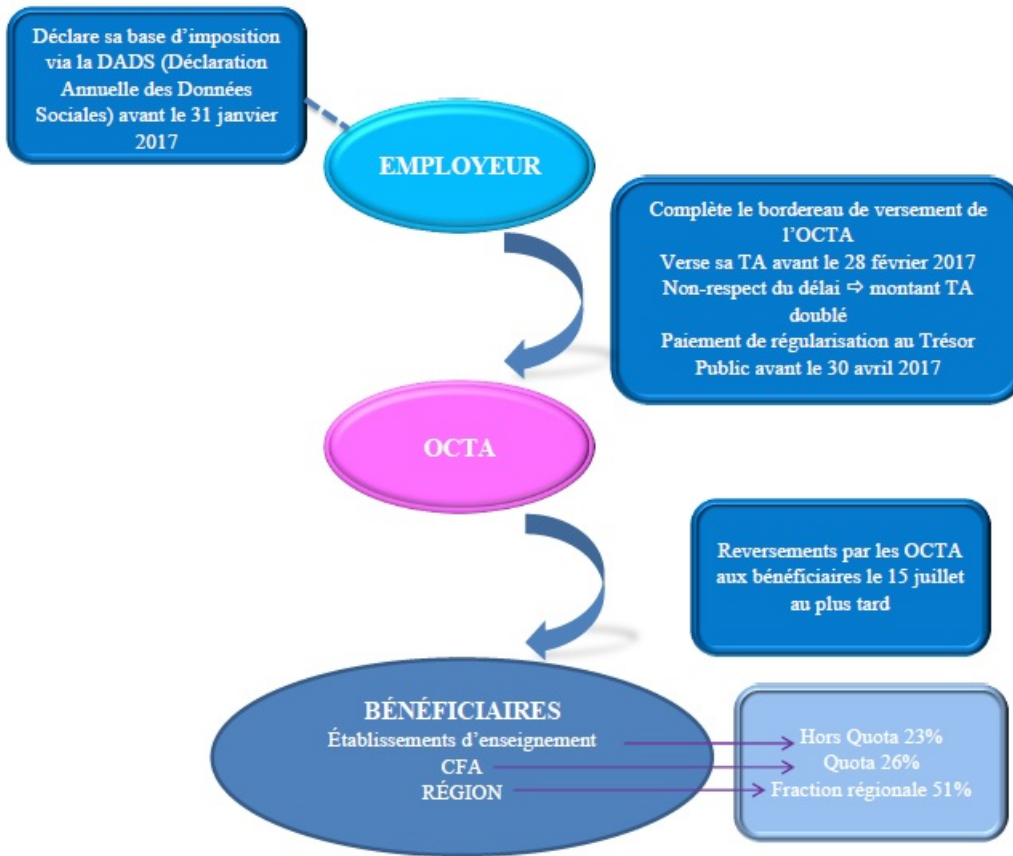
La part hors quota est elle-même divisée en 2 catégories A et B selon le niveau de formation. L'UFR des Sciences et Techniques est habilitée à recevoir la taxe d'apprentissage au titre de la catégorie B de la part hors quota.

Exemple de répartition du versement de la taxe d'apprentissage 2017 pour une entreprise :

MASSE SALARIALE 2016 = 220 588€



Les étapes du versement de la taxe d'apprentissage :





La fraction régionale

La fraction régionale pour l'apprentissage constitue la ressource régionale pour l'apprentissage. Elle représente 51 % de la taxe d'apprentissage (0,68 % de la masse salariale).

Article L 6241-2 du Code du travail

À qui est affectée la fraction régionale ?

La fraction régionale est versée par l'OCTA, au Trésor public, avant le 30 avril. Elle est ensuite reversée aux Régions, collectivité territoriale de Corse et Département de Mayotte pour le financement du développement de l'apprentissage sur les territoires. Elle permet notamment de contribuer au financement des centres de formation d'apprentis.

Article L 6241-2 du Code du travail



Le quota d'apprentissage

Le quota d'apprentissage permet au(x) centres de formation d'apprentis (CFA) et sections d'apprentissage (SA) de financer des dépenses de fonctionnement et d'investissement.

La fraction quota d'apprentissage représente 26 % de la taxe d'apprentissage (0,68 % de la masse salariale).

À qui est affecté le quota ?

Le quota d'apprentissage est versé, par les entreprises, pour affectation aux CFA et aux SA (section d'apprentissage).

Si l'entreprise emploie un apprenti

→ Elle doit en priorité contribuer au financement de la formation du CFA ou SA où est inscrit l'apprenti à hauteur du coût réel de la formation, dans la limite des fonds disponibles sur leur quota. En cas de pluralité d'apprentis et d'un quota d'apprentissage disponible inférieur au coût de la formation, le versement est proratisé en fonction du nombre d'apprentis.

→ Le cas échéant, le solde est affecté au(x) CFA ou SA de son choix.

Si l'entreprise n'emploie pas d'apprenti, l'entreprise verse le quota d'apprentissage au(x) CFA ou SA de son choix.

Articles L6241-4 et suivants du Code du travail



Le hors quota

La fraction hors quota est destinée au financement des dépenses pédagogiques afin de favoriser les premières formations technologiques et professionnelles, hors apprentissage. Cette fraction représente 23 % de la taxe d'apprentissage (0,68 % de la masse salariale de l'entreprise).

Les formations en apprentissage peuvent toutefois bénéficier du hors quota, sous certaines conditions. Les entreprises peuvent ainsi accorder des subventions aux centres de formation d'apprentis et aux sections d'apprentissage au titre du hors quota, lorsque le montant déjà versé, au titre du concours obligatoire, est inférieur au coût de la formation suivie par le jeune.

Articles L6241-2 et L6241-8 et suivants du Code du travail

Comment les entreprises répartissent-elles le hors quota ?

Les entreprises répartissent les sommes disponibles au titre du hors quota en 2 catégories :

→ La catégorie A représente les formations à partir du BEP/CAP jusqu'au Bac +2 (niveaux V, IV et III).

L'entreprise pourra affecter jusqu'à 65 % du hors quota à ces formations.

→ La catégorie B représente les formations Bac +3 et plus (niveaux II et I). À l'UFR des Sciences et Techniques de Pau, il s'agit des Licences et Masters professionnels.

L'entreprise pourra affecter jusqu'à 35% du hors quota à ces formations.

Le cumul entre les catégories n'est pas autorisé. Les formations ne peuvent pas bénéficier du pourcentage affecté au niveau voisin.

Les entreprises sont dispensées du respect de la répartition du hors quota par catégorie lorsque le montant brut de la taxe n'excède pas 415 euros.

Articles R6241-22 et suivants du Code du travail.